



Mission régionale d'autorité environnementale

OCCITANIE

**Décision de dispense d'évaluation environnementale,
après examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-18 du Code de l'environnement,
sur la révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la
commune de La Tour du Crieu (09)**

n°saisine : 2020-8877

n°MRAe : 2020DKO152

La mission régionale d'Autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe), en tant qu'autorité administrative compétente en matière d'environnement en application du décret n°2016-519 du 28 avril 2016 ;

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du parlement européen relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, L. 122-5, R. 122-17 II et R. 122-18 ;

Vu l'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu les arrêtés ministériels du 11 août 2020 et 21 septembre 2020 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale (MRAe) ;

Vu le règlement intérieur de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Occitanie adopté le 3 novembre 2020 et notamment son article 8 ;

Vu la décision de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Occitanie en date du 20 octobre 2020, portant délégation à Monsieur Jean-Pierre VIGUIER, président de la MRAe, et aux autres membres de la MRAe, pour prendre les décisions faisant suite à une demande de cas par cas ;

Vu la demande d'examen au cas par cas relative au dossier suivant :

- **n°2020-8877 ;**
- **Révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de La Tour du Crieu (09) ;**
- **déposée par le syndicat mixte départemental de l'eau et de l'assainissement (SMDEA) de l'Ariège;**
- **reçue le 29 octobre 2020 ;**

Vu la consultation de l'agence régionale de santé en date du 5 novembre 2020 et la réponse en date du 25 novembre 2020 ;

Vu la consultation de la direction départementale des territoires de l'Ariège en date du 5 novembre 2020 et la réponse en date du 24 novembre 2020 ;

Vu les éléments complémentaires en date du 27 novembre 2020 fournis par le SMDEA de l'Ariège indiquant les modalités de contrôles de l'assainissement non collectif et la manière dont ils exercent les contrôles afin de mettre aux normes les habitations qui ne sont pas en conformité ;

Vu la décision n°2019DKO71 de la MRAe en date du 27 mars 2019 de dispense à évaluation environnementale de la révision du PLU de La Tour du Crieu ;

Considérant que le zonage d'assainissement des eaux usées relève de la rubrique 4° du tableau du II de l'article R. 122-17 du Code de l'environnement qui soumet à examen au cas par cas les zones mentionnées aux 1° à 4° de l'article L. 2224-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que le syndicat mixte départemental de l'eau et de l'assainissement de l'Ariège procède à la révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de La Tour du Crieu (superficie communale de 1 000 Ha et une population de 3 167 habitants en 2017, avec une évolution moyenne annuelle de sa population + 2,0 % entre 2012 et 2017, source INSEE) et prévoit :

- le maintien dans la zone d'assainissement collectif existante les zones déjà desservies aujourd'hui raccordées à la station de traitement des eaux usées (STEU) ;
- la mise en place de l'assainissement collectif sur les futurs secteurs situés « chemin de Gasc » ; « chemin Romain » et « chemin de Lasserre » ;
- le maintien du reste de la commune en assainissement non collectif.

Considérant que le schéma d'assainissement prévoit en outre la réalisation de travaux sur le réseau d'assainissement collectif (hydrocurage de réseau ; réhabilitation et changement de regards ; réduction des eaux claires parasites météoriques et permanentes) ;

Considérant la localisation de la commune de La Tour du Crieu qui comporte des zones répertoriées à enjeux écologiques ou paysagers (ZNIEFF¹ type 1 et 2; trames verte et bleue du SRCE² ; zones humides ; zone inondable « *Le Crieu* » ;

Considérant que les perspectives d'urbanisation de la commune sont d'accueillir 1 250 habitants d'ici 2040 ;

Considérant que le secteur ouest de la commune de La Tour du Crieu (le centre ville) est connecté à la STEU existante de Pamiers d'une capacité de 33 100 EH, conforme en équipement et performance, et qui dispose d'une réserve de capacité permettant de traiter les effluents supplémentaires ;

Considérant que le scénario retenu par la commune devrait permettre de maintenir la qualité des rejets dans le milieu naturel de bon état écologique 2021 pour la masse d'eau FRFR170 « *l'Ariège du confluent du Vernajoul (Fajal) au confluent de l'Hers vif* » pour ce qui concerne l'exutoire de la STEU de Pamiers ;

Considérant qu'aucune urbanisation future n'est envisagée sur le secteur excentré de « *Lasserre* » et que la STEU existante sur ce secteur, d'une capacité de 100 EH, est conforme en équipement et performance ;

Considérant que le scénario retenu par la commune devrait permettre de maintenir la qualité des rejets dans le milieu naturel de bon état écologique 2027 pour la masse d'eau FRFR165_1 « *le ruisseau de l'Estaut* » pour ce qui concerne l'exutoire de la STEU de Lasserre ;

Considérant que la commune souhaite améliorer l'assainissement non collectif existant et qu'ainsi 30 % du parc ANC ont été contrôlés (56 % présentent des filières de traitement adaptés ; 19 % diagnostiqués nécessitent une réhabilitation totale et 25 % non diagnostiqués nécessitent une réhabilitation complète) ;

Considérant que les zones devant rester en assainissement non collectif concernent des secteurs isolés à faible densité d'habitat et qu'aucune zone n'a été recensée sur le secteur de l'étude ayant des contraintes significatives vis-à-vis de la surface des parcelles pour l'installation ou la mise en conformité d'un dispositif individuel d'assainissement non collectif ;

Considérant que le reste de la commune reste en assainissement autonome sous le contrôle du service public d'assainissement non collectif (SPANC) et que les propriétaires doivent respecter les prescriptions techniques de l'arrêté du 07 mars 2012 modifiant celui du 07 septembre 2009 applicable aux systèmes d'assainissement non collectif ;

Considérant qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis et des connaissances disponibles à ce stade, le projet de révision du zonage d'assainissement des eaux usées pour la commune de Gragnague limite les probabilités d'incidences sur la santé et l'environnement au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE susvisée ;

Décide

Article 1^{er}

Le projet de zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de La Tour du Crieu (09), objet de la demande n°2020-8877, n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Article 2

¹Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique

²Schéma Régional de Cohérence Ecologique

La présente décision sera publiée sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale Occitanie (MRAe) : www.mrae.developpement-durable.gouv.fr.

Fait à Montpellier, le 4 décembre 2020

Jean-Pierre Viguier



Président de la MRAe

Voies et délais de recours contre une décision dispensant la réalisation d'une évaluation environnementale

Recours gracieux : (Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

par courrier adressé à :

Le président de la MRAe Occitanie

DREAL Occitanie

Direction énergie connaissance - Département Autorité environnementale

1 rue de la Cité administrative Bât G

CS 80 002 - 31 074 Toulouse Cedex 9

Conformément à l'avis du Conseil d'État n°395 916 du 06 avril 2016, une décision de dispense d'évaluation environnementale d'un plan, schéma, programme ou autre document de planification n'est pas un acte faisant grief susceptible d'être déféré au juge de l'excès de pouvoir. Elle peut en revanche être contestée à l'occasion de l'exercice d'un recours contre la décision approuvant le plan, schéma, programme ou autre document de planification.